



Hausse des prix du carburant et de l'énergie : il y a urgence à agir !

Rassemblement, mardi 14 avril, 18h, Dijon !

L'agression militaire des États-Unis et d'Israël contre l'Iran a déclenché un choc pétrolier dont les effets se font directement ressentir sur notre niveau de vie. A cette heure, un cessez-le-feu est annoncé mais il ne concerne qu'une partie du Moyen-Orient laissant présager d'une reprise du conflit qui sera encore plus violente à très court terme notamment pour les populations civiles.

Pour qu'aller travailler ne coûte pas encore plus cher, **il nous faut des mesures d'urgence**, ce que pour le moment le gouvernement refuse.

Augmenter les salaires

La forte augmentation des prix à la pompe pèse directement sur nous. À cela s'ajoute parfois la facture de gaz ou de fioul. Alors que l'inflation repart en forte hausse, à 2,5% en mars, les salaires sont bloqués et les aides du gouvernement ne sont orientées que vers les entreprises. **Nous revendiquons des augmentations immédiates de salaire pour vivre dignement et l'indexation des salaires sur l'inflation. Des mesures doivent aussi être prises pour l'ensemble des prestations sociales.**



Encadrer les prix

Comme l'eau, l'énergie est un besoin essentiel pour se déplacer ou se chauffer. Ses prix doivent donc être sortis du marché spéculatif. Plutôt que d'enrichir les actionnaires il faut répondre aux besoins vitaux de la population. **Nous revendiquons le blocage des prix du carburant et l'encadrement des prix de l'énergie.**

Taxer les surprofits



Ce n'est pas la crise pour tout le monde ! Une filiale de Total Energie a ainsi réalisé 1 milliards de \$ de bénéfices en mars en pariant sur la hausse du prix du baril. Les prix à la pompe ont grimpé dès le début du conflit alors qu'il faut plusieurs semaines entre l'extraction du pétrole et son arrivée à la pompe (transport, raffinage...) et sans rapport avec le coût du brut. En France, les compagnies pétrolières amassent en moyenne 11,6 millions d'euros de plus par jour depuis le début de la crise. **Nous revendiquons la taxation des surprofits réalisés sur la flambée des prix de l'énergie et la réappropriation publique du secteur de la production d'énergie.**

Développer les alternatives

Loyers chers qui obligent à habiter loin de son travail, insuffisances du réseau de transports collectifs, horaires décalés... Trop souvent, la voiture est la seule option pour se rendre à son travail. **Nous revendiquons que le Forfait mobilité durable devienne obligatoire pour l'employeur et l'investissement dans le service public pour développer de réelles alternatives au véhicule individuel et des politiques tarifaires incitatives, pouvant aller jusqu'à la gratuité.**

Nous considérons qu'il apparaît nécessaire de se mobiliser pour exiger des actions concrètes de la part du gouvernement ! Ne soyons pas résigné-es, faisons-nous entendre !

Dans cette perspective, **Solidaires 21** appelle à un rassemblement ce mardi 14 avril devant la préfecture de Côte-d'Or à partir de 18h pour exiger une baisse des prix des carburants et de l'inflation généralisée, ainsi qu'une hausse des salaires et des prestations sociales !

Très clairement cette mobilisation n'est qu'une première étape et des prémices à un 1^{er} mai significatif !

RASSEMBLEMENT
MARDI 14 AVRIL
18h

Préfecture de Côte-d'Or (Dijon)

Union Syndicale
Solidaires 21